

## Discours de Romano Prodi sur l'élargissement de l'Union et les perspectives de croissance (Trieste, 30 avril 2004)

**Légende:** Le 30 avril 2004, Romano Prodi, président de la Commission européenne, prononce à Trieste un discours dans lequel il décrit l'élargissement de l'Union européenne et les perspectives de croissance et évoque les nouvelles opportunités économiques pour l'Europe centrale.

**Source:** RAPID. The Press and Communication Service of the European Commission. [EN LIGNE]. [Brussels]: European Commission, [10.05.2005]. SPEECH/04/214. Disponible sur <http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/04/214&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>.

**Copyright:** (c) Union européenne, 1995-2012

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/discours\\_de\\_romano\\_prodi\\_sur\\_l\\_elargissement\\_de\\_l\\_union\\_et\\_les\\_perspectives\\_de\\_croissance\\_triESTE\\_30\\_avril\\_2004-fr-df9a1bad-0c0b-4e51-ba8f-56c82a72472b.html](http://www.cvce.eu/obj/discours_de_romano_prodi_sur_l_elargissement_de_l_union_et_les_perspectives_de_croissance_triESTE_30_avril_2004-fr-df9a1bad-0c0b-4e51-ba8f-56c82a72472b.html)

**Date de dernière mise à jour:** 05/09/2012

## L'élargissement de l'Union et les perspectives de croissance

### Nouvelles opportunités économiques pour le centre de l'Europe

Trieste, le 30 avril 2004

Mesdames et Messieurs,

Le projet d'intégration européenne est un projet ancien aux racines politiques, culturelles et historiques profondes.

Les Européens rêvent depuis des siècles de concrétiser un sentiment répandu d'appartenance commune.

Ces dernières années, pour la première fois dans notre histoire, nous réussissons à unifier notre continent dans la paix et la démocratie.

Dès demain, 75 millions d'individus, de dix nouveaux États, deviendront nos concitoyens européens à tous égards.

Même s'il s'agit de l'adhésion simultanée du plus grand nombre d'États dans notre histoire, celle-ci n'est qu'une étape d'un processus, qui concernera à l'avenir d'autres pays.

Pour la Turquie, le Conseil devra prendre une décision à bref délai; quant à la Bulgarie et à la Roumanie, elles entreront dans l'Union, sauf imprévu, en 2007.

Quant à la Croatie, la Commission vient de recommander l'ouverture des négociations d'adhésion. Par ailleurs, nous avons déjà reçu la candidature de la Macédoine.

Je me félicite tout particulièrement de cette évolution récente et ce, non seulement parce que nous nous trouvons si près de la Croatie.

J'ai souvent dit que l'unification du continent ne serait pas complète tant que la région des Balkans n'y serait pas incluse tout entière.

La Croatie et la Macédoine représentent donc pour moi un premier pas sur cette voie de l'unification qui, progressivement, englobera tous les pays de la région, chacun avançant à son rythme.

Pour moi, l'élargissement est le chef-d'œuvre politique de l'Union.

N'oublions pas que jusqu'à une date récente, un rideau de fer divisait l'Europe «de la Baltique à l'Adriatique», jusqu'à Trieste - et ce soir, j'assisterai au démantèlement symbolique de son dernier fragment.

En 1989, les dirigeants de l'Europe occidentale ont compris qu'on avait ouvert la porte à la paix, la stabilité et la prospérité pour tout le continent.

C'est à ces dirigeants et aux institutions communautaires que revient le mérite d'avoir élaboré en très peu de temps une politique cohérente à proposer dans le contexte des réalités nouvelles surgies de l'effondrement du bloc soviétique.

À partir de ce moment-là, le travail le plus dur a incombé aux pays qui, justement, entreront dans l'Union demain.

En quelques années seulement, tous ces nouveaux États ont couvert une distance gigantesque. Le parcours suivi ces années-là sera inscrit dans l'histoire comme une marche épique.

Nous avons assisté à une révolution silencieuse et patiente qui a abouti à la transformation de toute la structure étatique, politique et économique de ces pays.

De Tallinn à La Vallette, nos nouveaux concitoyens ont su construire une économie de marché et une société ouverte et démocratique en conformité avec les normes strictes définies en 1993.

Certes, les critères pour l'adhésion critères politiques, économiques et juridiques ont guidé cette évolution, mais désigner un but est une chose, prendre les mesures pour l'atteindre en est une autre.

Je dois concéder que ce que j'ai vu dans les pays de l'élargissement sera le souvenir le plus fort et émouvant de ces années passées à Bruxelles en tant que président de la Commission.

Les parlements de ces États ont travaillé jour et nuit on peut le dire pour transposer dans leur législation nationale toute cette masse de normes et de lois communautaires que nous avons élaborées en plusieurs décennies.

C'est dans l'enceinte de l'un de ces parlements que j'ai entendu la plus belle définition de l'Union européenne. Je me trouvais à Bucarest lorsqu'un parlementaire m'a dit qu'il croyait au respect des minorités, car dans l'Union, aucun peuple, quelle que soit sa taille, n'est majoritaire.

Cette personne m'a fait comprendre que l'Union européenne est une Union de minorités. Il s'agit là d'un fait important, car il constitue la meilleure garantie pour conserver et développer l'identité de toutes les populations associées dans l'Union.

Tous les nouveaux États membres méritent nos applaudissements et notre admiration. Aujourd'hui à Trieste, je veux saluer particulièrement la Slovénie toute proche qui Chypre mis à part est le pays adhérant avec le plus haut niveau de revenu par habitant.

Pour moi, la Slovénie est un trait d'union entre les régions de l'Europe des 15 et les réalités socio-économiques des nouveaux États membres. Elle est appelée à ouvrir la voie du développement et de l'intégration économique à tous les autres.

Cela m'amène à aborder le thème de notre rencontre d'aujourd'hui. Il est clair en effet que l'élargissement est porteur de grandes opportunités de production, d'échanges commerciaux et d'investissements et pas seulement pour le centre de l'Europe.

Les réformes politiques et économiques réalisées dans les nouveaux États membres et l'application du droit communautaire créent un environnement favorable aux investissements et à l'activité économique.

Même si ces nouveaux pays sont plus pauvres que la moyenne européenne actuelle, leur économie se développe rapidement. Ces dernières années, le taux de croissance moyen des 12 pays candidats a été de 4,2 % - l'un des taux les plus élevés au monde.

Le potentiel de croissance pour l'avenir reste très élevé et l'élargissement permettra de le catalyser pour qu'il débouche sur un développement effectif.

Les nouveaux pays bénéficieront d'une allocation plus efficace des ressources, d'un niveau plus élevé d'investissements et d'une plus grande productivité.

Il se produira également un important développement des marchés financiers qui ne se fera cependant pas de façon chaotique mais sera ordonné et réglementé par la législation européenne.

Le revenu par habitant atteindra progressivement les niveaux actuels de l'Union et cet élan sera favorisé par l'abondance d'une main-d'œuvre qualifiée et la modernisation des infrastructures.

Il est certain que tout cela dépendra largement de la capacité de chaque pays à exploiter ces possibilités mais nous prévoyons qu'au cours de l'actuelle décennie, l'élargissement permettra aux nouveaux États membres d'atteindre un taux de croissance supplémentaire de l'ordre de deux pour cent par an.

L'élargissement offrira des opportunités économiques non seulement aux nouveaux pays, mais il contribuera également à la croissance des quinze membres actuels de l'Union.

Toutefois, compte tenu du faible poids économique des pays adhérents, il ne s'agira pas d'un effet énorme au plan quantitatif.

Le PIB des douze pays candidats à l'Union, considérés dans leur ensemble, se rapproche de celui des Pays-Bas.

Il faut ajouter que l'impact de l'élargissement ne sera pas uniformément réparti sur tout le territoire de l'Union. Les principaux avantages se feront précisément sentir dans les pays du centre de l'Europe.

Dans des pays comme l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, nous estimons que la croissance additionnelle due à l'élargissement pourra atteindre un demi point en pourcentage par an.

Je suis persuadé que le sens politique et absolu de ces évolutions n'échappera à personne ici.

Jusqu'à présent, des villes comme Trieste et Gorizia ont payé un prix pour être des villes frontières. Dès demain, ces mêmes villes auront l'avantage de se trouver au centre d'une vaste zone d'échanges et de développement.

Et tel est, Mesdames et Messieurs, le sens de l'Europe unie: transformer les frontières de lignes de division, en traits d'union.

Outre les effets directs, le plus fort impact de l'élargissement dans le temps proviendra de l'extension du marché intérieur.

Demain va naître un marché unique dans lequel vivront et travailleront près d'un demi milliard de personnes, un marché caractérisé par une faible inflation, une bonne discipline fiscale et un fort potentiel de croissance.

À l'époque de la mondialisation, ce marché intérieur est notre vrai capital et nous devons tout mettre en œuvre pour le faire fructifier.

Cela signifie surtout que nous devons profiter de l'élan et de l'enthousiasme conférés par l'élargissement pour donner une nouvelle impulsion à la stratégie de Lisbonne.

Comme vous le savez, cette dernière est née il y a quatre ans pour réformer l'économie de l'Union, en faire l'économie de la connaissance la plus dynamique du monde et pour générer plus de croissance et d'emploi.

Quatre ans après, les progrès même s'ils se voient, ne sont pas suffisants pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.

Il semble que les États membres ne réalisent pas que nous nous rapprochons à grands pas de l'objectif 2010 et que nous risquons de rester sur le quai.

Mesdames et Messieurs,

Ces derniers temps, nous avons entendu différentes voix qui mettaient les citoyens en garde contre les risques de l'élargissement.

Or les risques sont inhérents à toute entreprise humaine. Mais nous, à la Commission, nous nous y sommes

préparés, de même que tous les nouveaux Etats membres. C'est l'élargissement le mieux préparé de notre histoire.

En réalité, les voix qui dénoncent les risques de l'élargissement pour l'emploi et pour la délocalisation visent un autre objectif.

Elles cherchent à imputer à cet élargissement certaines situations sociales et économiques qui, en ce moment, préoccupent les citoyens et les électeurs.

Mais, comme nous l'avons vu, s'il est vrai que le chômage et la désindustrialisation sont des problèmes réels, leur cause n'est certainement pas à chercher dans l'élargissement.

Comme nous l'avons démontré tout à l'heure, un marché intérieur d'un demi milliard de personnes sera même salubre à notre économie.

Dans un monde à l'échelle planétaire, se refermer sur soi et défendre des positions acquises sont le fait d'une stratégie vouée à l'échec.

Le projet d'intégration européenne est notre réponse à la mondialisation; l'élargissement de demain et ceux qui suivront au cours des prochaines années donnent plus de force et de conviction à cette réponse.

Prétendre arrêter la dynamique historique de la mondialisation reviendrait à se révolter contre les lois de la nature.

Toutefois, si nous restons unis, nous pouvons en maîtriser les forces et les mettre au service de nos intérêts et de nos principes. L'intégration européenne permet de gérer la mondialisation de façon démocratique et pacifique. Et tout le monde convient que c'est l'unique tentative réussie au monde.

Ne nous faisons pas d'illusions: l'Europe ne maintiendra son niveau de prospérité, ne défendra ses valeurs fondamentales et n'affirmera son indépendance dans le monde que si elle est capable de réunir l'ensemble du continent dans la paix et la démocratie.

Je vous remercie.